Commençons par une mise au point: qu'on cesse de nous bassiner les oreilles avec cette euphémique «crise financière». C'est une crise du capitalisme que nous vivons. C'est quoi le capitalisme? Un système de production généralisée de marchandises. Cette définition ne va-t-elle pas comme un gant au monde qui nous entoure? Et c'est quoi, le capital? Une somme d'argent à la recherche d'une plus-value. L'activité bancaire relève-t-elle d'une autre logique? Il s'agit non seulement de capitalisme, mais de capitalisme chimiquement pur. Car le capital bancaire pousse à la perfection cette illusion capitaliste qui fait croire que l'argent est source de richesse, alors qu'il n'est que mesure de valeur.

Dans la banque, à la bourse, l'argent semble engendrer spontanément plus d'argent. Mais sur quoi spécule-t-on en définitive ? Sur l'évolution de l'économie réelle, qui sous-tend le château de cartes. En définitive, plus d'argent ne peut gicler durablement que s'il y a plus d'exploitation. Les fonds d'investissement exigent un « return » de 15% alors que la croissance n'est que de 2%. Il y a donc transfert de richesse. Les riches deviennent plus riches, les pauvres plus pauvres. « En France, par exemple, les dividendes versés aux actionnaires en 2007 représentaient 12,4% de la masse salariale, contre 4,4% en 1992 » (1).

Dans les coulisses sombres de l'économie virtuelle, loin du clinquant des marchés, on trouve les salaires bloqués, la précarité, la flexibilité, la baisse du salaire indirect (cotisations sociales), le démantèlement des services publics… En bref toutes les conditions, directes et indirectes, de la hausse du profit capitaliste.

Et c'est de ces coulisses que la crise jaillit. Inévitablement: car toute cette camelote de marchandises, toute cette surproduction, comment l'écouler, si ceux qui sont censés l'acheter doivent constamment se serrer la ceinture ? Cette contradiction-là a déjà éclaté plusieurs dizaines de fois au cours des 250 années écoulées. C'est cela, la crise – la crise capitaliste. Pour en sortir, il ne suffit pas de réguler un peu plus les activités bancaires. Il faut renverser la logique de la distribution des richesses : augmenter les salaires, en finir avec la précarité et la flexibilité, abolir les diminutions des charges sociales offertes aux employeurs, refinancer le secteur public… En bref, attaquer le capitalisme, sans quoi le capitalisme fera payer son gâchis à la collectivité.

Le lien avec la politique environnementale? Le voici: toute la politique environnementale est basée fondamentalement sur les mécanismes de marché. Pillage des ressources ? Yaka donner un prix aux services rendus par les écosystèmes, et laisser faire le marché. Pollutions ? Yaka internaliser les coûts, et laisser faire le marché. Epuisement des énergies fossiles? Yaka libéraliser l'énergie, distribuer des primes, et laisser faire le marché. Changement climatique? Yaka créer des droits et des crédits d'émission, et laisser faire le marché du carbone. Yaka, yaka, yaka!… Eh bien, la crise actuelle est l'occasion de dire : non, ça ne marche pas, il faut une autre politique.

Car ça ne marche pas. Prenez le changement climatique : plus de 30 ans après les premiers cris d'alarme, seize ans après Rio, onze ans après Kyoto, où en est-on ? Selon le Global Carbon Project, depuis 2000, les émissions ont crû en moyenne de 3,5% par an, soit quatre fois plus vite qu'entre 1990 et 2000. Les niveaux d'émissions se situent un peu au-dessus des scénarios de développement les plus pessimistes du GIEC (2). On va droit dans le mur. Car que faut-il faire, selon le GIEC, pour éviter une perturbation dangereuse du climat ? Réduire les émissions de 80 à 95% dans les pays développés en 2050, en passant par 25 à 40% de réduction en 2020. C'est la condition majeure pour que les émissions globales diminuent de 50 à 85% d'ici 2050.

Notez que cet objectif est inclus dans la fameuse « note de bas de page » de la « feuille de route de Bali » (3), adoptée à l'unanimité en décembre dernier. Mais on ne s'en rapproche pas, on s'en écarte. Car les paroles sont une chose, les actes une autre. Le G8, en juillet dernier, a opté pour 50% de réduction des émissions globales en 2050 et le « paquet énergie-climat » de l'UE –considéré comme trop radical par plusieurs Etats membres – ne vise que 20% de réduction en 2020…

Le mythe du "capitalisme vert"

Ah, le marché du carbone! Voyons à travers un exemple comment fonctionne ce dernier-né de la marchandisation, censé nous prémunir contre l'apocalypse climatique. Certains pays asiatiques (Chine, Corée,…) abritent des usines qui fabriquent des produits réfrigérants. La production dégage un déchet : un gaz, le HFC23, dont le « pouvoir radiatif » (la contribution à l'effet de serre) est 11.700 fois supérieur à celui du gaz carbonique.

Dans le cadre du « mécanisme de développement propre » (MDP), qui permet à une entreprise d'un pays développé de remplacer la réduction de ses émissions chez elle par un investissement réduisant les émissions dans un pays en développement, on considère que la destruction d'une tonne de HFC23 équivaut à la non-émission de 11.700 tonnes de CO_2. Donc

donne droit à 11.700 « crédits de carbone ». La destruction d'une tonne de HFC23 coûte environ un Euro. Les crédits sont vendus 12 Euros sur le marché européen des droits d'émission. L'affaire est si juteuse que certains producteurs sont soupçonnés de fabriquer plus de réfrigérant afin de détruire plus de HFC23. Mais voyons maintenant à quoi servent les crédits issus de la destruction de ce gaz. Un des plus gros acheteurs est RWE, un producteur allemand d'électricité.

Comme la plupart de ses concurrents, RWE a profité a fond de la surallocation des droits d'émission offerts par l'Union Européenne: ses bénéfices ont grimpé jusqu'à 1,8 milliards d'Euros il y a quelques années. N'empêche que RWE détient le record européen des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur de l'électricité. Ce n'est pas près de changer : l'entreprise est en train de construire la plus grande centrale au lignite du monde… Bonjour les dégâts. Le « capitalisme vert » est un mythe.

Une autre politique environnementale, ce serait quoi ? Un marché plus régulé ? Mais nous sommes déjà dans un marché régulé. La politique environnementale est même un des exemples de régulation les plus remarquables : normes, quotas, etc. Certes, on peut toujours réguler davantage, réguler mieux, c'est utile et nécessaire. Mais on se heurte tôt ou tard à un mur patronal et on s'aperçoit que la régulation ne permet pas de relever les défis. Le fond du problème est que la course incessante au surprofit nourrit une tendance permanente à la surproduction, donc à la surconsommation. Un tel système ne peut être bénéfique à la fois « pour les entreprises, pour le social et pour l'environnement ». Le « win-win-win » est une illusion. Ici aussi, le cas du changement climatique est éloquent : il est totalement illusoire d'espérer que des mécanismes de marché permettent de réduire les émissions de pays développés de 80 à 95% d'ici 2050, comme le GIEC le recommande.

Cet objectif extrêmement élevé ne peut pas être atteint par plus de régulation du marché, mais en sortant des mécanismes de marché. En appliquant un plan. En réduisant radicalement le temps de travail (sans perte de salaire). En créant une entreprise publique pour isoler, rénover, améliorer les logements. En mettant le secteur de l'énergie sous statut public sans indemnité pour les gros actionnaires, afin que le droit à l'énergie –solaire- soit enfin reconnu à chacune et chacun. En investissant massivement dans des transports publics gratuits et de qualité. Alors commencera à se dessiner l'image d'une société généreuse et solidaire, dans laquelle les relations humaines riches et la gestion précautionneuse de la nature procureront des joies infiniment plus grandes que les mirages consuméristes.

(1) Pierre Khalfa dans Le Monde, 2/10

(2) Le Monde, 27/9/08

(3) Contribution du groupe de travail III au rapport 2007 du GIEC, page 776

Samedi 8 novembre à Bruxelles: Conférence "Climat et écosocialisme"